CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 79.574/4
du 29 juin 2026

sur

un projet d'arrêté ministériel 'portant exécution de l'arrêté royal du 12 aout 2024 portant exécution de l'article 37 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral et modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 2017 portant exécution des articles 20, § 2, alinéa 2, 78, alinéa 1er, 80, alinéa 2, 86, alinéa 1er, 87, § 2/1, 89, alinéa 1er, et 96, alinéa 1er de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 79.574/4
van 29 juni 2026

over

een ontwerp van ministerieel besluit 'tot uitvoering van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 betreffende de uitvoering van artikel 37 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat en tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 2017 tot uitvoering van de artikelen 20, § 2, tweede lid, 78, eerste lid, 80, tweede lid, 86, eerste lid, 87, § 2/1, 89, eerste lid, en 96 eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat'

#LW-ACHILDCAE-HJFHEMR#

Le 11 juin 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté ministériel 'portant exécution de l'arrêté royal du 12 aout 2024 portant exécution de l'article 37 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral et modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 2017 portant exécution des articles 20, § 2, alinéa 2, 78, alinéa 1er, 80, alinéa 2, 86, alinéa 1er, 87, § 2/1, 89, alinéa 1er, et 96, alinéa 1er de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 29 juin 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 juin 2026.

*

Op 11 juni 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën en Pensioenen, belast met de Nationale Loterij en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot uitvoering van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 betreffende de uitvoering van artikel 37 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat en tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 2017 tot uitvoering van de artikelen 20, § 2, tweede lid, 78, eerste lid, 80, tweede lid, 86, eerste lid, 87,§ 2/1, 89, eerste lid, en 96 eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 29 juni 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 juni 2026.

*

‡LW-ACHJLDCAE-HJFHEMR‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le dossier transmis à la section de législation comprend un protocole relatif aux négociations menées le 15 décembre 2025 au sein du comité de Secteur II-Finances, en application de la loi du 19 décembre 1974 'organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 'portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités'.

Il ressort toutefois du dossier qu'une organisation syndicale conteste le bon accomplissement de cette formalité.

Interrogée à ce sujet, la déléguée a répondu ce qui suit :

> « Des adaptations au projet d'AM ont été demandées par les organisations syndicales au cours de la réunion du comité de secteur n° 135. En tant qu'autorité nous avions indiqué que nous procéderions à ces adaptations et que nous demanderions la position des organisations syndicales sur base du projet d'arrêté ministériel ainsi adapté ».

L'auteur du projet s'assurera que la formalité a été valablement accomplie.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Le visa relatif à l'arrêté royal du 12 aout 2024 'portant exécution de l'article 37 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral et modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 2017 portant exécution des articles 20, § 2, alinéa 2, 78, alinéa 1er, 80, alinéa 2, 86, alinéa 1er, 87, § 2/1, 89, alinéa 1er, et 96, alinéa 1er de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' sera complété par les dispositions de celui-ci qui servent de fondement juridique au projet. Comme il ressort du dossier transmis à la section de législation et comme en a convenu la déléguée, il conviendra de mentionner les articles 7, 12, alinéa 1er, 15, alinéa 1er, 26, alinéa 3, 30, alinéa 1er, et 31, alinéa 5.

2. À l'alinéa 2, de l'accord de la déléguée, la date du « 17 juillet 2025 » sera remplacée par celle du « 16 juillet 2025 ».

‡LW-ACHJLDCAE-HJFHEMR‡

3. Le préambule sera complété par le visa de l'article 37 de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' qui sera inséré avant le visa de l'arrêté royal du 12 aout 2024.

DISPOSITIF

Article 4

La version française mentionne la notion de « surplus » et la version néerlandaise celle de « montant intégral » : les deux versions seront harmonisées.

Article 6

À l'alinéa 1er, les 1° à 3° visent des documents qui « doivent toujours être joints aux comptes en deniers et en valeurs » en vertu de l'article 26, alinéa 4, de l'arrêté royal du 12 aout 2024.

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier [1]. Si l'auteur du projet estime néanmoins que la mention dans l'arrêté ministériel des documents à transmettre en vertu de l'arrêté royal du 12 aout 2024 est utile à la compréhension de l'arrêté en projet, il convient, afin de ne laisser subsister aucun doute quant à la nature de la disposition imposant cette transmission, de l'identifier (« conformément à l'article 26, alinéa 4, de l'arrêté royal du 12 aout 2024 »).

Article 7

Au sujet du paragraphe 2, alinéa 4, la déléguée a expliqué ce qui suit :

> « À la différence des autres services du SPF Finances, le SACA Fedorest ne dispose pas (ou pas actuellement) d'un fonctionnaire de grade A4 dans sa hiérarchie. C'est la raison pour laquelle cette exception a été prévue pour Fedorest à l'article 7 ».

Il est pris acte de cette explication.

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 80.

‡LW-ACHJLDCAE-HJFHEMR‡

Article 8

De l'accord de la déléguée, la précision apportée par le paragraphe 1er, alinéa 1er, selon laquelle « [l]a surveillance du comptable justiciable par le fonctionnaire ou le service désigné à cette fin, s'effectue sans préjudice du contrôle externe exercé par la Cour des comptes », va de soi et est, à ce titre, superflue.

L'alinéa 1er sera dès lors omis et le début de l'alinéa 2 adapté en conséquence.

SIGNATURE

Dans le cas d'un arrêté ministériel, le titre du ministre est mentionné au début du préambule mais n'est pas rappelé avant la signature [2].

OBSERVATION FINALE

Le texte en projet sera revu sur le plan de la syntaxe et de l'orthographe.

Ainsi et sans prétendre à l'exhaustivité :

– à l'article 3, alinéa 1er, dans la version française, les mots « à l'état » seront remplacés par les mots « de l'état » ;

– à l'article 6, alinéa 2, il se recommande, pour la lisibilité du texte, de faire précéder d'un tiret les différents éléments mentionnés après les mots « dans les délais suivants » et de ne pas utiliser une majuscule pour désigner chaque élément mentionné ; une observation analogue vaut pour l'article 8, § 1er, alinéa 2 ;

– un point sera ajouté à la fin de l'article 6 ainsi qu'à la fin de la version néerlandaise de l'article 8, § 2, 2° ;

– la version française de l'article 8, § 2, alinéa 1er, sera divisée en points numérotés ;

– à l'article 8, § 4, alinéa 2, un point 1) sera ajouté au début de l'énumération et un tiret précédera les mots « sur les opérations de recettes et de dépenses » ainsi que les mots « le suivi des droits constatés » au point 2).

*

‡LW-ACH[LDCAE-HJFHEMR‡

[2] *Ibidem*, formule 10.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, bevat een protocol betreffende de onderhandelingen die op 15 december 2025 in Sectorcomité II-Financiën zijn gevoerd met toepassing van de wet van 19 december 1974 'tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel' en het koninklijk besluit van 28 september 1984 'tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel'.

Uit het dossier blijkt echter dat een vakorganisatie betwist dat dit vormvereiste naar behoren is vervuld.

Op een vraag daarover heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Des adaptations au projet d'AM ont été demandées par les organisations syndicales au cours de la réunion du comité de secteur n° 135. En tant qu'autorité nous avions indiqué que nous procéderions à ces adaptations et que nous demanderions la position des organisations syndicales sur base du projet d'arrêté ministériel ainsi adapté."

De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat het vormvereiste rechtsgeldig vervuld is.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In de aanhefverwijzing naar het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 'betreffende de uitvoering van artikel 37 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat en tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 2017 tot uitvoering van de artikelen 20, § 2, tweede lid, 78, eerste lid, 80, tweede lid, 86, eerste lid, 87, § 2/1, 89, eerste lid, en 96 eerste lid, van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat' moeten ook de bepalingen van dat besluit worden vermeld die de rechtsgrond van het ontwerp vormen. Zoals blijkt uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, en zoals de gemachtigde heeft beaamd, dient verwezen te worden naar de artikelen 7, 12, eerste lid, 15, eerste lid, 26, derde lid, 30, eerste lid, en 31, vijfde lid.

‡LW-ACHLDCAE-HJFHEMR‡

2. De gemachtigde is het ermee eens dat in het tweede lid de datum "17 juli 2025" moet worden vervangen door de datum "16 juli 2025".

3. Er moet een aanhefverwijzing naar artikel 37 van de wet van 22 mei 2003 'houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat' worden toegevoegd, vóór de verwijzing naar het koninklijk besluit van 12 augustus 2024.

DISPOSITIEF

Artikel 4

De Franse tekst maakt gebruik van het begrip "surplus", en de Nederlandse tekst van het begrip "integrale bedrag": de twee taalversies moeten op elkaar afgestemd worden.

Artikel 6

In de punten 1° tot 3° van het eerste lid wordt verwezen naar documenten die, krachtens artikel 26, vierde lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024, altijd "aan de beheersrekeningen over de gelden en waarden moeten worden toegevoegd".

Bepalingen die enkel een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepalingen en verkeerdelijk de indruk wordt gewekt dat de overgenomen regels kunnen worden gewijzigd door de overheid die de regels overneemt.[1] Als de steller van het ontwerp evenwel meent dat het voor een goed begrip van het ontwerpbesluit nuttig is in het ministerieel besluit de documenten te vermelden die krachtens het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 moeten worden overgezonden, dient de bepaling waarbij die overzending opgelegd wordt, uitdrukkelijk te worden vermeld ("overeenkomstig artikel 26, vierde lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 2024"), zodat er geen twijfel bestaat over de aard ervan.

Artikel 7

Over paragraaf 2, vierde lid, heeft de gemachtigde de volgende uitleg gegeven:

"À la différence des autres services du SPF Finances, le SACA Fedorest ne dispose pas (ou pas actuellement) d'un fonctionnaire de grade A4 dans sa hiérarchie. C'est la raison pour laquelle cette exception a été prévue pour Fedorest à l'article 7."

Er wordt akte genomen van die uitleg.

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling 80.

‡LW-ACHJLDCAE-HJFHEMR‡

Artikel 8

De gemachtigde heeft beaamd dat de precisering in paragraaf 1, eerste lid, namelijk dat "[h]et toezicht op de rekenplichtige door de toezichthoudende ambtenaar of dienst daartoe aangesteld, wordt uitgevoerd, onverminderd de externe controle uitgeoefend door het Rekenhof", vanzelfsprekend en in dat opzicht overbodig is.

Bijgevolg moet het eerste lid weggelaten worden en moet het begin van het tweede lid dienovereenkomstig worden aangepast.

ONDERTEKENING

In een ministerieel besluit wordt de titel van de minister vermeld aan het begin van de aanhef, maar niet herhaald vóór de ondertekening.[2]

SLOTOPMERKING

De ontwerptekst moet herzien worden op het vlak van zinsbouw en spelling.

Bij wijze van voorbeeld en zonder volledigheid na te streven, wordt op het volgende gewezen:

– in de Franse tekst van artikel 3, eerste lid, moeten de woorden "à l'état" vervangen worden door de woorden "de l'état";

– voor de leesbaarheid van de tekst verdient het aanbeveling in artikel 6, tweede lid, de verschillende elementen die na de woorden "binnen de volgende termijnen" worden vermeld, te laten voorafgaan door een streepje en ze niet te laten beginnen met een hoofdletter. Een vergelijkbare opmerking geldt voor artikel 8, § 1, tweede lid;

– op het einde van artikel 6 en op het einde van de Nederlandse tekst van artikel 8, § 2, 2°, moet een zinseindepunt worden gezet;

– in de Franse tekst van artikel 8, § 2, eerste lid, moeten opsommingsnummers worden gebruikt;

‡LW-ACH[LDCAE-HJFHEMR‡

[2] *Ibidem*, formule 10.

– in artikel 8, § 4, tweede lid, moet aan het begin van de opsomming de vermelding "1)" ingevoegd worden en moet er een streepje worden geplaatst voor de woorden "op de ontvangsten en - uitgavenoperaties". Ook voor de woorden "de opvolging van de vastgestelde rechten" in punt 2) moet een streepje worden geplaatst.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernard BLERO

‡LW-ACH[LDCAE-HJFHEMR‡